



Tibetan Community in Switzerland & Liechtenstein

Tibeter Gemeinschaft in der Schweiz & Liechtenstein

**11^{ème} manifestation d'une campagne de 2 ans organisée par la Communauté Tibétaine de Suisse et du Liechtenstein depuis le 30 mai 2011:
Les Nations Unies doivent envoyer une commission d'enquête indépendante au Tibet
tout de suite !**

**« Libérez tous les prisonniers politiques au Tibet »
La 11^{ème} manifestation aura lieu le vendredi 17 mai 2013
devant le Palais Wilson de 11h30 – 12h30 et
sur la Place des Nations de 13h00 – 16h00**

Les sections locales de la Communauté Tibétaine de Bâle, Berne et Genève demandent aux Nations Unies d'agir immédiatement au Tibet et de soutenir notre demande de libération de tous les prisonniers politiques au Tibet.

D'après le Centre Tibétain pour les Droits Humains et la Démocratie, il y a actuellement 830 prisonniers politiques recensés et seulement 403 légalement condamnés par un tribunal. De source officielle depuis le 15 décembre 2011, 230 Tibétains ont été arrêtés et détenus. Il est cependant admis qu'il y en a beaucoup plus. Dans le contexte actuel de répression de la part des Chinois depuis le soulèvement de 2008, les intellectuels Tibétains sont devenus la cible d'arrestations et de détentions arbitraires. Plus de 70 écrivains, blogueurs, intellectuels et artistes, considérés comme des « citoyens modèles » jusqu'à récemment ont disparus. Certains sont retenus à l'isolement sans motifs clairs.

Une vague massive de soi-disant « rééducation patriotique » recouvre le Tibet où les moines, les nonnes et les laïcs sont forcés à dénoncer Sa Sainteté le Dalai Lama. La vie dans les monastères est contrôlée dans les moindres détails par des déploiements massifs des forces de sécurité, transformant les moines et les nonnes en prisonniers dans leur propre monastère et procédant à des arrestations de personnes suspectées d'« activités séparatistes ». De nombreux monastères sont maintenant désertés car la pratique religieuse y est impossible. Les déplacements de chaque citoyen sont contrôlés dans les villes et villages. De plus, des récompenses financières sont offertes à celles et ceux qui dénoncent des activités douteuses au gouvernement.

Tout ceci se passe alors que le Tibet vit ses moments les plus dramatiques de son histoire. A ce jour, 116 personnes en majorité des jeunes Tibétains composés de moines, nonnes et laïcs se sont immolés comme acte ultime et extrême pour protester contre la mainmise chinoise au Tibet. Une nouvelle vague d'arrestations politiques ont eu lieu lors de ces immolations. Pour essayer de supprimer toute velléité d'expression de chagrin ou d'aide aux familles des immolés, de nouvelles directives ont été données qui menacent d'arrestation et de punition toute personne qui organise des cérémonies religieuses pour les immolés ainsi que celle qui ferait des dons à ces mêmes familles. De plus, comme la Chine accuse les Tibétains d'agir pour le compte de « forces étrangères » en effectuant ces immolations, elle vise maintenant à arrêter des Tibétains pour conforter leur point de vue. A ce sujet plusieurs Tibétains ont été arrêtés ces derniers mois et condamnés à de longues peines de prison.

Au lieu d'être à l'écoute des Tibétains, le gouvernement chinois ignore les appels de la communauté internationale à revoir leur politique et conserve une ligne dure. Il est temps maintenant que la communauté internationale agisse immédiatement !

Depuis le début de cette campagne commencée en mai 2011, nous avons attiré l'attention des Nations Unies sur divers aspects de la répression et de la violation des droits humains au Tibet. Cependant nous n'avons eu aucune réaction.

«Que faut-il qu'il se passe de plus pour qu'enfin les Nations Unies prennent des mesures? »

Nous demandons aux Nations Unies d' **AGIR MAINTENANT** et

- de soutenir notre demande de libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers politiques.
- d'envoyer une mission d'enquête indépendante pouvant circuler librement au Tibet.
- d'appeler la Chine à reprendre le dialogue avec les représentants Tibétains afin de trouver une solution mutuellement acceptable dans ce conflit politique de longue date.

Contact : Monsieur Sonam Dorjee Triksom, Tel : 079 613 75 04